



## PLAN D'ACTION MONDIAL DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE AVRIL 2014

### Interconnexions, effets de débordement et effets retour

*L'activité mondiale gagne en vigueur mais la reprise reste inégale et insuffisante à l'heure où des tensions géopolitiques suscitent de nouvelles inquiétudes. Les principaux défis auxquels doit faire face l'économie mondiale sont liés aux risques engendrés par une hausse prolongée de la volatilité des flux de capitaux pour les marchés émergents et frontières et à une très faible inflation dans les pays avancés, notamment dans la zone euro. Notre objectif commun reste de créer une économie mondiale plus dynamique, créatrice d'emploi. Pour y parvenir, les gouvernements doivent favoriser plus activement la reprise et renforcer leur coopération pour atténuer les effets de débordement négatifs et promouvoir la stabilité financière.*

Les politiques à mettre en œuvre dépendent certes de chaque pays, mais plusieurs grands axes se dégagent :

- **Normalisation des politiques monétaires et effets de débordement des politiques mises en œuvre.** Les *pays avancés* ne doivent pas revoir leur politique monétaire accommodante prématurément car l'appareil productif est encore sous-utilisé, l'inflation reste faible et l'assainissement budgétaire se poursuit. Certains *marchés émergents* et « *frontières* » (pays à faible revenu financièrement intégrés) ont encore la possibilité d'assouplir leur politique monétaire en cas de ralentissement de l'activité, mais les économies où l'inflation est déjà élevée, dont la crédibilité sur les marchés financiers est limitée ou dont la stabilité financière est menacée devraient au contraire resserrer et renforcer le cadre de leurs politiques économiques. Les taux de change devraient évoluer en fonction des fondamentaux et faciliter l'ajustement du secteur extérieur. Là où les réserves sont suffisantes, une intervention sur le marché des changes pourrait atténuer une volatilité excessive des taux ou limiter les contraintes de liquidité. Dans les *pays à faible revenu*, les politiques économiques devraient essentiellement chercher à entériner la récente désinflation. La coopération entre banques centrales et régulateurs financiers pourrait atténuer les effets de débordement négatifs des politiques mises en œuvre et les effets « retour » dont risquent de souffrir les pays d'origine.
- **Croissance vigoureuse et durable et réduction des vulnérabilités.** Les *pays avancés* devraient, dans le cadre de plans d'ajustement crédibles, adapter le rythme et la composition de la consolidation budgétaire pour favoriser la reprise économique. Les *pays émergents* et *frontières* ayant un endettement ou des besoins de financement élevés doivent réduire leur déficit budgétaire, tandis que les *pays à faible revenu* devraient mettre à profit leur résilience pour reconstituer des marges budgétaires. Tous les pays devraient chercher à améliorer la qualité des dépenses publiques — y compris par une hausse des investissements en infrastructures dans des projets bien choisis — en conciliant les objectifs d'équité, d'efficacité et de croissance. Une mise en place résolue de réformes structurelles cohérentes s'impose dans tous les pays membres pour redynamiser la croissance et l'emploi, favorisant notamment l'ouverture du marché des biens et services, la résorption des goulets d'étranglement liés à l'offre et le développement des marchés

financiers.

- **Rééquilibrage du secteur extérieur et maintien de la cohérence des politiques mises en œuvre.** D'autres initiatives s'imposent dans les pays excédentaires comme déficitaires pour que la réduction sensible des déséquilibres extérieurs et intérieurs se poursuivent et que les risques de nouvelles turbulences soient plus maîtrisés. Les réformes du secteur financier ayant marqué le pas, une mise en place rapide des réformes visant à renforcer la régulation financière tant au niveau national que mondial est essentielle.

Le travail du FMI se focalisera sur l'évolution des moteurs de la croissance mondiale, les effets de débordement et les effets « retour » de politiques monétaires moins accommodantes, les répercussions sur la stabilité macroéconomique et financière de la réforme de la régulation financière internationale et le rôle de la coopération dans la mise en œuvre de politiques économiques.

Une application rapide des réformes des quotes-parts et de la gouvernance de 2010 et la finalisation de la 15<sup>e</sup> révision générale des quotes-parts d'ici janvier 2015 demeurent essentiels pour préserver la légitimité du FMI, sa solidité financière et son efficacité.